



## Déclaration liminaire de la FSU

**CSA du 15 février 2024**

Les politiques de la santé, du logement, des transports ou encore de la fonction publique sont enfin attribuées dans ce gouvernement après un long mois d'atermoiements. La Fonction publique est attribuée de nouveau à Stanislas Guerini, avec une feuille de route rappelée dès la conférence de presse du Président de la République : mettre en œuvre une nouvelle étape de fragilisation du statut, favoriser un prétendu « mérite » pour refuser la revalorisation de toutes et tous pourtant nécessaire. Le calendrier de cette loi Fonction publique est desserré pour un passage au Parlement au deuxième semestre, la FSU est déterminée à mobiliser dans tous les cadres unitaires pour que la revalorisation du point d'indice et des mesures salariales et de carrière interviennent immédiatement, elle mobilisera pour cela les personnels dans le cadre de l'appel à la grève féministe le 8 mars et d'un appel à la grève dans toute la Fonction publique le 19 mars.

Concernant l'Éducation Nationale, il aura fallu quatre semaines de déclarations dénigrantes, mensongères et polémiques d'Amélie Oudéa-Castera pour que le Président Macron accède à la demande de la FSU de nommer une autre interlocutrice et un-e ministre de plein exercice. Le temps perdu est à la hauteur du mépris pour un ministère au bord de la rupture.

Pour autant, malgré cette nomination, la FSU n'est pas dupe de la façon dont le ministère sera géré, depuis l'Élysée et/ou Matignon, et sans concession avec les personnels. Ce long mois, dont le point d'orgue a été la forte mobilisation du 1<sup>er</sup> février et les actions et grèves des jours suivants, restera significatif de la perte de confiance des personnels envers un pouvoir politique mettant à mal la visée émancipatrice de l'École publique et les personnels qui la font au quotidien. Par ses déclarations, Amélie Oudéa-Castera aura mis au grand jour un financement et un fonctionnement de l'école privée engendrant un séparatisme social et scolaire grâce à des fonds publics, au détriment de l'École publique laissée à l'abandon. La politique éducative régressive menée depuis plusieurs années, qui s'accélère ces derniers mois, avec en particulier les mesures « choc des savoirs » et la réforme des lycées pros, n'a pour conséquence concrète que de détruire un peu plus le service public d'éducation. Pour la FSU, le premier acte de notre nouvelle ministre ne peut être de s'asseoir sur la parole, dans la rue et les instances, des personnels sur les salaires, le choc des savoirs et l'avenir de la voie professionnelle. Dans une École publique en crise et en colère, cela sonnerait comme une véritable provocation ! Le premier acte fort, si elle veut retrouver la confiance des personnels, ne peut qu'être que la non-publication de l'arrêté modificatif sur le collège où le ministère brouille à dessein les besoins des élèves (l'article 4) et leurs compétences scolaires (la mention dans la grille) sur le choc des savoirs, l'arrêt de la réforme de la voie professionnelle et un plan d'urgence pour la revalorisation de tout-es les personnels et l'annulation des suppressions de postes.

Inclusion sans moyens, non remplacements chroniques, effectifs bien trop élevés, droits des personnels bafoués, fermetures de classes et de postes... mais aussi absence de véritable reconnaissance salariale sont autant d'éléments qui provoquent mal être et souffrance au travail et qui nécessitent des moyens en création de postes et en revalorisation ainsi qu'une réorientation profonde de la politique éducative. Pour la FSU, l'Éducation doit être une vraie priorité.

Lors de son discours de politique générale du 30 janvier, le Premier Ministre a évoqué les champs prioritaires : la Protection de l'enfance, la santé psychologique des élèves, le harcèlement scolaire, soit des missions exercées avec compétences par les personnels sociaux dans les établissements scolaires, en complémentarité avec les personnels infirmiers et plus largement au sein des équipes éducatives. Le Premier Ministre a reconnu l'investissement-réel- de nos collègues infirmier-es scolaires en annonçant des revalorisations déjà actées dans le budget et des créations de poste. Le Premier Ministre affirme également dans son discours demander au gouvernement de travailler sur des revalorisations pour « les autres personnels sociaux et sanitaires en milieu scolaire ». Mais il n'évoque en aucun cas des créations de postes pour les personnels sociaux pourtant indispensables au regard des priorités affichées ! Les traitements actuels des assistant-es sociales et conseiller-es techniques de service social sont indignes des personnels de catégorie A, la différence, déjà conséquente, est maintenant accentuée, avec les grilles salariales de nos collègues catégorie A de notre propre ministère et avec les autres catégories A de la Fonction Publique.

Formation continue, formation initiale, SNU, lutte contre le harcèlement en milieu scolaire, nous rappelons que, sur ces dossiers, comme sur bien d'autres, il n'est pas possible de gouverner sans ou contre les personnels et qu'il est indispensable d'écouter la parole des syndicats. Les réformes au pas de charge, au mépris des considérations de terrain, seulement pensées pour un affichage politique ne font que mettre davantage sous tension le système éducatif. Enfin, à l'heure où l'ex-ministre a, d'une certaine manière, beaucoup œuvré pour remettre sur le devant la scène la question du dualisme social et scolaire, il est indispensable de réouvrir le chantier mixité sociale.

Contre le tri social organisé et les attaques envers les services publics et leurs agent-es, la FSU défendra sans relâche auprès du nouveau gouvernement un projet émancipateur pour nos élèves, des services publics de qualité pour les usager-es et des moyens pour améliorer les conditions d'exercice des personnels.